



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille
6 rue Auber 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille

6 rue Auber 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Syndical.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 4 juin 2025

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

BILAN - Icam Lille

ACTIF

ACTIF		EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
		BRUT	AMORT. ET DEPREC.	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	576 967	564 887	12 080	19 379
	- Autres				
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	576 967	564 887	12 080	19 379
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)			0	0
	- Constructions sur sol propre	2 788 088	2 281 212	506 876	594 460
	- Constructions sur sol d'autrui			0	0
	- Installations techniques, matériel et outillage	6 237 198	4 388 308	1 848 890	1 937 160
	- Autres	4 651 678	2 616 099	2 035 579	1 124 975
	- Immobilisations corporelles en cours	14 441		14 441	53 143
	- Avances et acomptes	61 725		61 725	151 585
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 753 130	9 285 620	4 467 511	3 861 323
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations			0	0
	- Créances rattachées à des participations			0	0
	- Autres titres immobilisés	8 620		8 620	8 140
	- Prêts	253 307		253 307	230 333
	- Autres	3 070		3 070	3 070
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	264 996	0	264 996	241 543
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	14 595 093	9 850 506	4 744 587	4 122 245
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	11 049		11 049	9 251
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	36 029		36 029	138 404
	CREANCES :				
	- Clients divers	4 575 666	90 987	4 484 678	3 893 972
	- Personnel et organismes sociaux	25 646		25 646	11 162
	- Etat et autres collectivités publiques	1 666 312		1 666 312	1 192 217
	- Autres	620 685	75 710	544 975	481 768
	TOTAL CREANCES	6 888 308	166 697	6 721 611	5 579 119
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0		0	526 325
	DISPONIBILITES	2 792 715		2 792 715	2 496 300
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	71 118		71 118	108 516
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	9 799 220	166 697	9 632 522	8 857 915
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	24 394 313	10 017 204	14 377 109	12 980 161

BILAN - Icam Lille

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
	- Réserves statutaires ou contractuelles		
F D O N D S D I S S E	- Réserves pour projet de l'entité		
	- Autres		
	REPORT A NOUVEAU	2 597 688	2 840 689
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	114 395	-243 001
	TOTAL SITUATION NETTE	2 712 083	2 597 688
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	- Subventions d'investissement	2 111 353	2 015 441
	- Amortissement des subventions d'investissement	-1 325 718	-1 147 146
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
R O V I S I O N	TOTAL FONDS PROPRES (I)	3 497 717	3 465 983
	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
	- Fonds dédiés	619 238	507 376
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	619 238	507 376
	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	66 087	32 000
	- Provisions pour pensions et obligations similaires	486 549	440 138
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges		
D E T T E S ①	TOTAL PROVISIONS (III)	552 636	472 138
	DETTES		
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ②	2 474 147	1 596 279
	- Avances et acomptes reçus des usagers		
	- Dettes fournisseurs	956 683	1 169 850
	- Dettes fiscales et sociales	1 191 996	1 073 588
	- Dettes sur immobilisations	289 269	136 433
	- Autres dettes	743 344	716 105
	- Produits constatés d'avance	4 052 078	3 842 407
	TOTAL DETTES (IV)	9 707 517	8 534 663
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	14 377 109	12 980 160

① Dont à plus d'un an : 1 955 904 € / dont à moins d'un an : 7 751 613 €

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

0

0

COMPTE DE RESULTAT ICAM Lille

	2024	2023
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		
Participation des familles	5 599 852	5 038 042
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	4 275 047	3 923 734
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	1 082 409	1 004 609
Produits des activités annexes	97 399	103 872
Concours publiques et subventions d'exploitation	1 943 850	2 017 472
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	856 640	934 458
Contributions financières autres organismes	477 566	456 570
Utilisation des fonds dédiés	278 786	70 491
Autres produits de gestion courante	236	2 225
TOTAL 1	14 611 784	13 551 473
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
Achats de marchandises	121 019	137 310
Variation de stocks	0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	721 204	733 766
Variation de stocks	-1 799	524
Autres charges externes	3 060 444	2 690 785
Impôts, taxes et versements assimilés	131 238	202 566
Salaires et traitements	5 244 495	4 989 669
Charges sociales	2 287 897	2 111 022
Dotations aux amortissements des immobilisations	754 979	709 081
Dotations aux dépréciations des immobilisations	0	0
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	39 575	64 600
Dotations aux provisions	75 073	97 248
Reports en fonds dédiés	1 709 035	272 603
Autres charges de gestion courante	390 648	2 178 471
TOTAL 2	14 533 809	14 187 646
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	77 975	-636 173
Remboursement des frais sur opérations faites en commun TOTAL 3		
Quote-part des frais sur opérations faites en commun TOTAL 4		
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	729	507
Autres intérêts et produits assimilés	9 322	166
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 799	0
TOTAL 5	21 850	673
<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	67 618	14 842
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL 6	67 618	14 842
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-45 768	-14 169
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	32 207	-650 342
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
Sur opérations de gestion	15 463	234 405
Sur opérations en capital	178 572	203 720
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0	733 742
TOTAL 7	194 035	1 171 867
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
Sur opérations de gestion	164 290	343 858
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	128 797	582 668
TOTAL 8	293 087	926 526
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	-99 052	245 341
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives TOTAL 9	-181 240	-162 000
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	14 827 669	14 724 013
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	14 713 274	14 967 014
EXCEDENT OU DEFICIT	114 395	-243 001
<u>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>		
<u>Emplois des contributions reçues</u>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		
<u>Contributions reçues</u>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		

ICAM Lille

ANNEXE AU BILAN 2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Projet Immobilier

La rénovation du campus de Lille s'est achevée fin 2024, après deux ans et demi de travaux. Cette rénovation a généré sur l'exercice : des dépenses liées aux locations de bâtiments (rue Roland jusqu'à Avril 2024 et auprès de l'UCL de septembre à décembre 2024) et aux déménagements successifs (comptabilisés en charges exceptionnelles) et des investissements pour l'acquisition d'équipements pédagogiques, multimédia et mobiliers.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam site de Lille, est une association Professionnelle (Syndicat)

L'objet social de l'association professionnelle est :

La défense, la protection et la sauvegarde des intérêts des Syndiqués, dans la limite et par tous les moyens que le Livre III du Code du Travail met à leur disposition, et en particulier de pourvoir par des œuvres d'éducation scientifique et par l'enseignement technique et professionnel sous toutes ses formes et à tous ses degrés, à la formation d'Ingénieurs et Techniciens et de leurs collaborateurs ouvriers qualifiés aptes à répondre à tous les besoins de l'industrie.

1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	1 à 5 ans
Aménagements intérieurs des bâtiments	10 ans
Matériels et outillages	8 à 10 ans
Matériels de transport	3 ans
Matériels de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision pour indemnités de départ à la retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été comptabilisée pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2024.

Le total de la provision pour engagement retraite au 31 décembre 2024 est de 487 K€ avec une provision de 75 K€ sur l'année 2024. Les départs de personnel sur 2024 ont donné lieu à une reprise sur provision de 29 K€.

La méthode de calcul de la provision tient compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
 - Taux d'actualisation : 3,50 %
 - Taux de croissance des salaires : 1 %
 - Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2024	Acquisitions	Cessions Rebut	31/12/2024
Immos incorporelles	577			577
Immos corporelles	12 195	1 482		13 677
Immos en cours et acomptes	205	65	193	76
Immos financières	242	23		265
TOTAL	13 218	1 571	193	14 595

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

	01/01/2024	Dotations	Sorties	31/12/2024
Immos incorp.	558	7		565
Immos corpor.	8 538	748		9 286
TOTAL	9 096	755	-	9 851

2.3 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un an	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières	265	-	265
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
Clients et comptes rattachés	4 576	4 576	-
Personnel	26	26	-
Etat	1 666	1 666	-
Débiteurs divers	621	621	-
TOTAL CREANCES	7 153	6 888	265

Les créances Etat se composent notamment du CIR 2022 (163 k€), du CIR 2023 (178 k€), du CIR 2024 (165 k€), de subventions à recevoir (988 K€) et d'un crédit de tva (101 k€).

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	2 474	518	1 312	644
Trésorerie court terme				
<i>Autres dettes</i>				
Dettes fournisseurs	957	957		
Dettes fournisseurs d'immobilisations	289	289		
Dettes fiscales et sociales	1 192	1 192		
Créditeurs divers	743	743		
Produits constatés d'avance	4 052	4 052		
TOTAL DETTES	9 708	7 752	1 312	644

2.4 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **71 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **4 052 K€**. Ils correspondent principalement :

- Aux frais de scolarités et contributions à la vie collective 2024/2025 facturées d'avance pour 3 877 K€ (8/12è de l'année scolaire) ;
- A des subventions et dons perçus d'avance sur différents projets pour 175 K€.

2.5 Variation des fonds associatifs.

La variation des fonds associatifs est la suivante :

	01/01/2024	+	-	31/12/2024
<i>Fonds propres</i>				
Fonds associatifs sans droit de reprise	0			0
Report à nouveau créateur	2 841			2 841
Report à nouveau créateur	0	-243		-243
Résultat de l'exercice	-243	114	243	114
<i>Autres fonds associatifs</i>				
Fonds associatifs avec droit de reprise	0			0
Subventions d'investissement	2 015	96		2 111
Amts subv. d'investissement	-1 147	-179		-1 326
TOTAL	3 466	-211	243	3 498

Le résultat déficitaire de l'année 2023 a été affecté en report à nouveau.

Des subventions d'investissement ont été valorisées en 2024 pour 96 K€ et concernent le financement de matériel sur un projet de recherche.

L'amortissement 2024 des subventions d'investissement s'établit à 179 K€. Il figure en produits exceptionnels.

2.8 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2024	+	-	31/12/2024
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>				
Créances clients	65	40	14	91
Autres créances	-	76		76
<i>Prov. pour risques et charges</i>				
Litiges	32	53	19	66
Provisions indemnités retraite	440	75	29	487

2.9 Variation des fonds dédiés.

La variation des fonds dédiés est la suivante :

	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Subventions d'exploitation	0			0
Contributions financières d'autres org.	508	391	-279	620
Ressources liées à la générosité du public	0			0
TOTAL	508	391	-279	620

Les fonds dédiés concernent des contributions financières reçues de financeurs privés (fondations).

L'amortissement 2024 de ces fonds dédiés s'établit à 279 K€. Il figure en produits d'exploitation.

2.10 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2024
Fournisseurs	195
Personnel et comptes rattachés	710
Etat et comptes rattachés	68
Divers et comptes rattachés	69
Trésorerie et comptes rattachés	7
TOTAL	1 049

Produits à recevoir	31/12/2024
Clients	169
Personnel et comptes rattachés	24
Etat et comptes rattachés	1 510
Divers et comptes rattachés	122
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	1 825

2.11 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2024
Avals, cautions, garanties	-
Autres engagements	347
TOTAL	347

Les engagements correspondent aux contributions de la Fondation Féron Vrau collectées sur 2024 pour différents projets d'Icam Lille et reportés en fonds dédiés au 31/12/2024.

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation	31/12/2024	31/12/2023
Scolarités	5 600	5 038
Financement de l'apprentissage	3 702	3 396
Formation continue d'ingénieurs	240	192
Formation Professionnelle	333	335
Produits des laboratoires (hors subventions)	848	792
Production atelier & école de production	166	171
Activités annexes	167	146
Subventions Etat (MESRI)	411	411
Subventions Ministère du Travail (financement EDP)	307	294
Subventions Etat /Feder	84	275
Subventions Région/Collectivités locales	105	69
Subventions autres financeurs	340	409
Taxe d'apprentissage	697	558
Contributions financières autres organismes	478	457
Utilisation fonds dédiés	279	70
Autres produits d'exploitation	0	2
Reprises sur provisions	61	166
Transferts de charges	795	769
TOTAL	14 612	13 551

Ressources Formation Professionnelle (y compris formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2024		31/12/2023	
	En K€	En %	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics				
Entreprises	80	13,9%	123	21,5%
Particuliers	32	5,6%	21	3,7%
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances Européennes (FSE)				
Etat		0,0%		0,0%
Régions	275	47,9%	254	44,3%
Autres collectivités territoriales		0,0%		0,0%
<i>3 - Autres</i>				
Autres organismes de formation	187	32,6%	130	22,7%
Autres ressources		0,0%		0,0%
Total des Ressources FC	573	100%	528	92%

Transferts de charges

Transferts de charges	31/12/2024	31/12/2023
Premier cycle (lycées partenaires)	477	481
Missions pour le groupe	29	58
Services mutualisés entre structures ICAM	260	204
Autres transferts de charges	29	25
TOTAL	795	769

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	31/12/2024
Quote-part de subventions d'investissement virées au compte de résultat	179
Reprise sur provisions	0
Produits sur cessions d'immobilisations	0
Autres produits exceptionnels	0
Autres produits exceptionnels sur exercices antérieurs	15
Autres charges exceptionnelles	-131
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-33
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-129
TOTAL	-99

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2024 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2024.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2024 (ETP) : 108 salariés

- Permanents Cadres et non cadres : 100 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 8 personnes

Effectif moyen année civile 2023 (ETP) : 104 salariés

- Permanents Cadres et non cadres : 97 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 7 personnes

5.4 Impôt sur les sociétés

Crédit d'impôt Recherche : - 181 K€

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2024 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits	Charges
Icam	29 (a)	364 (d)
GIE Icam	0	1 195 (d)
Icam Grand Paris Sud	48 (b)	8
Icam Ouest	2	3
Icam Strasbourg	1	3
Icam Toulouse	3	0
Fondation Féron-Vrau	0	47 (e)
Les Amis de l'Icam	207 (c)	65 (f)
Alumni	5	0
TOTAL	294	1 684

- (a) Les produits réalisés avec l'Icam correspondent à des mises à disposition de personnel (animateurs de domaine) et à des refacturations diverses.
- (b) Les produits réalisés avec l'Icam Grand Paris Sud correspond à la mise à disposition d'une salariée et à des refacturations diverses.
- (c) Les produits réalisés avec les Amis de l'Icam correspondent à de la mutualisation de prestations pour 138 k€ (Edf, téléphone, gardiennage) et à des mises à disposition de personnel 69 K€ (personnel administratif & gardiennage).
- (d) Les charges facturées par l'Icam et le GIE Icam concernent les frais de groupe, les frais de mutualisation (enseignement supérieur, entreprises, international, gestion, RH, communication, financements, informatique, assurances et formation professionnelle) et à des refacturations diverses.
- (e) Les charges facturées par la Fondation Féron Vrau concernent le loyer de la période janvier à avril 2024 des locaux situés rue Roland.
- (f) Les charges facturées par les Amis de l'Icam concernent de la mise à disposition de personnel.